

"L'heure de choisir" dans Le Peuple (7 novembre 1953)

Légende: Le 7 novembre 1953, le quotidien Le Peuple, organe officiel du Parti socialiste belge, s'interroge sur la position des socialistes au sujet de la Communauté européenne de défense (CED).

Source: Le Peuple. 07.11.1953. Bruxelles: Le Peuple. "L'heure de choisir", auteur:Vinck, Pierre.

Copyright: (c) Le Peuple

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_heure_de_choisir_dans_le_peuple_7_novembre_1953-fr-a9dc5b12-8361-408d-8a53-fd4a4ede9d97.html

Date de dernière mise à jour: 13/04/2017



L'heure de choisir

Les députés socialistes vont se trouver bientôt devant un cas de conscience.

Le gouvernement P. S. C. croit opportun de présenter maintenant au vote de la Chambre, le traité instituant la Communauté Européenne de Défense.

Faut-il justement que notre Parlement prenne une décision définitive sur ce très grave problème, en pleine évolution ?

Cela dit quant à l'opportunité d'une décision immédiate, on voudrait cependant que le Parti fixe sa position quant au traité lui-même.

Ce n'est pas un bon traité et tout le monde en convient. Il pourrait être amélioré et l'on propose maintes garanties complémentaires, les unes connues, les autres en élaboration. Mais elles ne sont encore, à l'heure actuelle, que des projets.

La situation est donc fort confuse et qu'est-ce qui doit alors guider l'attitude socialiste en face de ce problème ?

J'ai cru trouver une assez forte indication, par analogie, dans une réponse de P.-H Spaak aux partisans du Fédéralisme wallon. C'était au groupe parlementaire socialiste de la Chambre. Il leur dit, en effet : « Allez-vous vous désolidariser de vos autres camarades socialistes dans le pays parce que, dans votre région, vous vous sentez majorité ? »

Allons-nous, sur le plan européen, nous désolidariser de nos amis socialistes anglais, français, scandinaves et même allemands parce que dans la « Petite Europe », les partisans de la C. E. D. sont majorité ?

Au lieu de renforcer l'Internationale, allons-nous donc ainsi l'affaiblir ?

Allons-nous l'affaiblir d'autant plus que nous apporterions notre appui à ceux qui comptent sur la formation d'une puissance militaire en Allemagne, non pas tant pour assurer la paix que pour y étouffer la démocratie socialiste renaissante ?

Comme l'a très bien dit notre ami Fayat à la Fédération bruxelloise, les élections du 6 septembre nous ont mis brutalement devant la « réalité allemande ». Et s'il nous faut constater la « puissance allemande », faut-il que nous contribuions à ce qu'elle devienne une menace d'autant plus inquiétante quand cette puissance économique allemande se doublera, par notre faute, d'une puissance militaire redoutable ?

Redoutable parce que, après l'avoir admise, pourra-t-on obtenir des Allemands qu'ils n'en abusent pas ?

Et même la puissance économique allemande n'est-elle pas fonction d'injustices sociales criantes, qu'en tant que socialistes nous avons à combattre ?

Elles seraient certainement beaucoup plus difficiles à vaincre, si le capitalisme allemand, sorti renforcé des dernières élections, trouvait en plus dans le réarmement de l'Allemagne cette expansion de puissance, cet appui d'autorité, et ce moyen formidable de propagande nationaliste que serait pour son prestige un nouvel appareil militaire.

Mais on prétend d'autre part que si cet appareil militaire allemand n'est pas inscrit dans une intégration européenne pour se maintenir uniquement au service de la défense occidentale, il se créera de lui-même ou avec l'appui des Américains, dans des conditions beaucoup plus dangereuses pour la paix et la démocratie.

En effet, c'est bien là l'effrayante alternative qui se pose à la conscience de tout socialiste qui pourrait avoir une part, si minime soit-elle, dans le choix ou la réalisation du système défensif nécessaire en Europe.

D'autres terribles alternatives se sont posées précédemment aussi, et je ne veux rappeler ici que celle dont Mac Arthur voulait faire dépendre la paix du monde : attaquer la Mandchourie, employer la bombe atomique ou bien perdre la guerre de Corée.

Heureusement qu'alors un socialiste était Premier ministre en Grande-Bretagne et qu'Attlee a pris l'avion pour aller dissuader Truman de croire à cette fatalité.

L'esprit socialiste, en cette occasion, par un ultime appel à la raison, a pu triompher d'une psychose de force à outrance, engendrée par l'esprit de puissance militaire qui ne se contrôle plus.

Devons-nous, dans les circonstances présentes, croire de nouveau que le monde est en face d'une inéluctable fatalité et que, poussées à la fois par leur force et par la peur, l'Amérique et la Russie ne peuvent rien faire d'autre que de se disputer la puissance militaire d'une Allemagne réarmée ?

N'est-il pas mieux, comme P.-H. Spaak l'a proposé dans une résolution de septembre à Strasbourg, d'offrir aux Russes dans le cadre de l'O. N. U., la signature d'un pacte de garantie multilatéral auquel participeront l'U. R. S. S., les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Communauté Européenne et auquel d'autres Etats pourraient se joindre ?

Par une figure qui n'est certes pas littéraire, je dirai qu'on ne peut monter dans cet ascenseur dont on attend encore les contre-poids. Est-ce la Belgique, et nous, socialistes, qui devons le mettre en marche alors qu'il est encore privé des dits contre-poids nécessaires à la sécurité de son fonctionnement : communauté politique, participation britannique, contrôle démocratique ?

Ascenseur d'autant plus dangereux ainsi qu'il serait conduit par un Adenauer, dont les procédés de propagande nous sont des plus suspects.

Mais cela ne gêne nullement notre gouvernement P. S. C. qui veut se distinguer parmi les autres pays d'Europe en adoptant pour cinquante ans un traité portant en lui les défauts de vetos et d'unanimité qui ont embouteillé tout le travail de l'O. N. U., un traité qui jette la confusion dans les milieux les plus divers, et dans des circonstances où l'on se trouve en pleine équivoque.

Que la majorité P. S. C. ajoute encore une équivoque de plus et de cette gravité à toutes celles qu'elle a déjà provoquées, ce sera son dernier titre de gloire.

Mais comme socialistes, devons-nous y collaborer ?

Le Congrès en décidera.

C'est l'heure de choisir !

Pierre VINCK.